



REGION DE ZIGUINCHOR

INTRODUCTION

Issue de la réforme administrative de juillet 1884 avec le découpage de l'ancienne région de la Casamance en deux entités distinctes, la région de Ziguinchor couvre une superficie de 7339 km², soit 3,74 % du territoire national.

Elle est limitée au Nord par la République de Gambie, au Sud par la République de Guinée Bissau, à l'Est par la région de Kolda et à l'Ouest par l'Océan Atlantique avec 86 km de côtes.

La région de Ziguinchor présente des particularités naturelles dont l'originalité et la virginité font d'elle une région aux potentialités énormes.

La population régionale est estimée en 1997 à 504.150 habitants, soit environ 6 % de la population totale du pays. Elle est inégalement répartie entre les départements, les ethnies, les âges et les sexes qui la composent.

La région comprend trois départements, huit arrondissements et Vingt cinq Communautés Rurales (voire carte administrative), avec des caractéristiques socio-démographiques assez variées (voire carte démographique).

La région de Ziguinchor est un véritable melting-pot de toutes les ethnies du pays et de la sous-région, dans leur richesse et leur diversité, avec autant de dialectes, de cultures de croyances religieuses.

Sur le plan économique, la région de Ziguinchor a une vocation essentiellement agricole, mais d'autres secteurs comme l'élevage, les eaux et forêts, la pêche, l'artisanat, le tourisme, etc. jouissent de conditions favorables à une expansion incommensurable.

Cependant, cette partie du Sénégal, aux potentialités économiques considérables, a vu la quasi – totalité de ses activités ralenties, voire arrêtées. Les moyens de tous ordres ont été réduits, une partie des populations se trouve déplacée, les terres continuent à se saliniser et les campagnes, jadis prospères, se paupérisent.

En effet, la réduction des surfaces cultivables du fait de l'avancée de la langue salée accentuée par la crise (abandon des terres), l'enclavement de certaines parties de la région associé au manque d'unités de transformation des produits (les produits reviennent chers), l'arrêt des projets de développement, le manque d'épargne pour accéder au crédit (ainsi que certaines pratiques culturelles : « le Diola a peur du crédit »), l'instabilité du coût de la noix d'anacarde (100 à 150 F/kg cette année au lieu de 400 F l'année dernière)... constituent des facteurs déterminants de la pauvreté dans cette partie du pays.

La population de Ziguinchor devient de plus en plus dépendante, donc de moins en moins autosuffisante contrairement au passé.

II – ANALYSE DU CONTEXTE DE LA PAUVRETE : CARACTERISTIQUES

ANALYSE HISTORIQUE

ANNEES 60

L'analyse remonte à la période coloniale qui a vu l'introduction de nouvelles valeurs et pratiques qui ont modifié le système social. En effet, la division locale du travail a vu s'ajouter le salariat et certains ménages

ont fini par dépendre plus des revenus salaires que de la production agricole. Le salaire est désormais seul en charge du ménage alors que les autres membres sont des consommateurs.

Cette situation fragilise les familles c'est également la période d'introduction des coopératives agricoles pour commercialiser les productions locales jusque là destinées à l'autoconsommation. Sur le plan social l'approche communautaire ne permettait pas toujours l'expression des besoins et aspirations des familles qui étaient jusque là autonomes dans la gestion de leurs ressources.

Avec les indépendances les coopératives seront renforcées dans la région pour promouvoir les cultures de rente (arachide) au détriment des cultures vivrières mais quelques années après, la chute de prix de l'arachide a constitué le premier choc dans les exploitations familiales.

Elle va conduire à un exode rural (exil des bras valides) avec comme conséquence un vieillissement de la main d'œuvre, la mise et l'éclatement de certaines coopératives.

D'autres causes vont marquer cette période notamment la peste bovine.

Sur le plan institutionnel, la LDN est aussi connue moment fort, car elle introduit des conflits entre les autochtones et les allochtones dans une société où la gestion du foncier est familiale et non communautaire (villageoise).

Monétarisation de la taxe rurale

ANNEES 70 : Sécheresse

L'événement phare de cette période est la sécheresse des années 70-73 qui a provoqué sur le plan naturel une baisse de pluviométrie.

Sur le plan social, on assiste un déplacement de fortes populations de Nord ou la situation ou la situation était plus sévère vers le SUD.

Sur le plan économique cette période est marquée par l'avènement de ILACO pour l'aménagement des rizières et l'introduction d'innovations dans des zones jusque là épargnées par les cultures de rente.

La Mission agricole chinoise (MAC) est aussi intervenue dans la même période. Ces projets ont eu des aspects positifs dans la réduction de la pauvreté par l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Fin 70 – Début 80 :

L'arrêt brutal des projets ILACO/MAC alors que les projets ILACO MAC avaient enclenché un processus d'intensification, l'arrêt brutal de leurs interventions va constituer un des premiers facteurs de paupérisation de certaines zones et familles dans les sens étaient concentrés dans des espaces d'intervention. Recul de la sécurité alimentaire.

Sur le plan humain, les effets de la forte scolarisation dans la zone ont commencé à se faire sentir. Les jeunes scolarisés ne sont plus disponibles pour participer aux travaux champêtres.

ANNEES 80 : début de la rébellion et désengagement de l'Etat

Le déclenchement du séparatisme est cité comme moment fort de cette décennie, même si les effets ne se feront sentir que plu tard dans les années 90

Sur le plan des politiques économiques, c'est l'avènement du PA et le début du désengagement de l'Etat. Alors que les effets des programmes entamés avaient commencé à susciter un intérêt pour la mécanisation, des changements institutionnels ne permettaient plus d'accéder aux matériels agricoles.

Sur le plan social, cette période est marquée par l'émergence des OP et le foisonnement des ONG qui vont jouer un rôle positif pour atténuer la pauvreté induite par le désengagement brutal de l'Etat.

Les conséquences ont été fâcheuses pour l'environnement avec la forte pression sur les fruits forestiers qui deviennent l'une des principales sources de revenus des plus pauvres. La surexploitation prend des proportions inquiétantes empêchant une régénération naturelle avec la pratique généralisée de la cueillette avant maturation.

D'autre part, la mangrove subit la pression des hommes pour la construction des maisons. Avec la raréfaction des bambous et rôniers surexploités pour être exportés, le manque de revenus pour des constructions modernes, la mangrove devient la principale matière première.

Sur le plan des orientations de développement, l'option des grands barrages (Guidel et Affiniam) a marqué les interventions étatiques de l'époque. Les effets ont été faibles pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité. Des groupes ont été vulnérabilisés, notamment les pêcheurs, mais aussi les riverains. Certaines rizières ne sont plus cultivées à cause du barrage.

A la fin des années 80, on note l'introduction de l'exploitation de la noix d'anacarde qui va être une nouvelle source de revenus, même si le coût n'était pas maîtrisé.

ANNEES 90 : l'intensification de la rébellion

Sur le plan politique, les années 90 marquent une nouvelle étape dans la rébellion avec l'utilisation des mines. L'intensification de la lutte armée prend des proportions importantes et concerne désormais les civils.

C'est le début des déplacements forcés des populations de leurs villages, une généralisation de l'insécurité, des basculements brutaux dans la vie des familles qui abandonnent toutes leurs richesses (maisons, troupeaux, champs, vergers). C'est aussi l'éclatement des familles, les morts dans les combats et les nombreux orphelins et handicapés.

Sur le plan économique, l'insécurité générale conduit au départ des projets et certaines ONG, et même des structures étatiques d'encadrement, de recherche, etc.

Les activités des structures locales sont gelées et confinées à Ziguinchor.

Sur le plan social, les mécanismes de régulations avec les diverses assemblées et réunions de famille, villageoises, et mouvements associatifs ne sont plus fonctionnels, compte tenu du contexte d'insécurité et de suspicion qui ne favorise pas les regroupements. Les initiatives locales de développement sont aussi inhibées.

Sur le plan économique, la période est aussi marquée par la dévaluation du franc CFA. L'état de choc au niveau national aura des répercussions plus accentuées dans la région du fait déjà des surcoûts liés à la distance, à l'insécurité et aux risques.

ANNES 2000 : Alternance et Espoir

L'événement marquant est l'élection présidentielle qui a permis l'alternance. Un important espoir est né de ce changement et des initiatives mises en œuvre, notamment l'accalmie et l'amorce de négociations pour la paix.

Sur le plan économique, l'espoir renaît avec les débuts de réponse en matière d'encadrement (PSAOP, ANCAR), les travaux de construction des routes, la reprise régulière des vols Air Sénégal (Ziguinchor – Dakar), etc.

D'autre part, les acteurs à la base reprennent confiance et prennent des initiatives (Epargne-Crédit, cadres de concertations, etc.) et également des approches nouvelles (participatives, exploitations familiales), ont été mises en œuvre.

Profil régional de pauvreté

L'accès à l'éducation

Les données statistiques indiquent un niveau globalement satisfaisant d'accès à l'éducation (voir carte).

Dans le département de Ziguinchor, c'est e sont la CR de Boutoupa Camaracounda qui a le taux de scolarisation les plus bas (40 – 60% de couverture).

Dans le département de Bignona, le classement laisse apparaître que les zones de Djibidione (0 – 40% de couverture) et dans une moindre mesure celles de Oulampane et de Ouonk (40 – 60%de couverture) ne sont pas bien couvertes.

Pour le département de Oussouye, la situation est globalement satisfaisante, même si le zone de Santhiaba Manjaque (60 – 80%de couverture) est la moins scolarisée du département.

L'appréciation forte de cette cartographie montre qu'il faut prendre des aspects qualitatifs. En effet, les écoles qui ont été construites dans les années 60 – 70 pour les populations sont quelques fois dans un état de délabrement avancé et accueille un surnombre d'élèves (90 – 100 élèves/classe), ce qui fait que les conditions et les résultats sont mauvais.

L'accès à la santé

Dans le département de Ziguinchor, les CR de Niaguis et de Boutoupa Camaracounda (0 – 10 %) sont les moins servies en infrastructures de santé. Cependant, il y des Communautés rurales bien couvertes mais qui manquent de personnel de santé, Niassy par exemple.

Dans le département de Bignona, la CR de Niamone (0 – 10 %) est la moins servie ; suivent les CR de Djibidione de Oulampane et de Tenghori avec 10 – 25 % de couverture.

Même si le problème de l'accès physique est résolu, il demeure un problème d'accès financier. En effet, les populations démunies préfèrent « attendre » que la maladie passe que d'aller dans les services de santé, ou même s'il arrive qu'ils soient en mesure de payer le ticket, ils ne pourront pas payer les ordonnances.

L'accès à l'eau potable

Dans les capitales régionales (villes), l'accès aux services sociaux de base se posent pour les quartiers périphériques où vivent les populations les plus démunies. Ces quartiers souffrent d'un manque de réseaux d'assainissement et d'eau potable

L'accès aux voix de communication

Dans le département de Ziguinchor, la zone la moins pourvue est l'Arrondissement de Niaguis avec 45 à 65 % de couverture. La présence de la vallée de Guidel et les nombreuses forêts ne facilitent pas la construction de routes dans certains endroits de cette CR.

Dans le département, c'est la CR de Djibidione qui est la moins servie en matière de routes : 0 – 20 % de couverture ; alors que les CR de Tenghori, de Sindian, de Oulampane sont entre 20 – 45 % de couverture. Les CR de Coubalang, de Djinaki, de Ouonck sont entre 45 – 6(% de couverture.

Dans le département d'Oussouye, c'est la CR de Diembering qui est la moins servie, avec 20 – 45 % de couverture.

III – LES PROBLEMES A RESOUDRE : LES CAUSES ET MANIFESTATIONS

La pauvreté à Ziguinchor est le produit d'un processus historique dont les éléments les plus marquants et qui ont le plus pesés sur la vulnérabilité des familles et des individus sont la sécheresse et ses conséquences, la crise casamançaise et les politiques de désengagement.

Certains événements sont devenus structurels et s'ajoutent à d'autres facteurs qui entretiennent la pauvreté et la reproduit dans la zone.

Au niveau national, certaines options politiques ont fragilisées l'économie locale :

- La décentralisation qui a constituée aux transferts des compétences aux échelons locaux et régionaux a été opérée sans transfert de moyens adéquats, tout en déplaçant les conflits politiques à l'échelle régionale et locale.
- Les politiques d'ajustement économique et de privatisation n'ont pas pris en compte la fragilité des économies locales. Elles sont à la base des déflations et départs volontaires qui ont vulnérabilisé beaucoup de familles, surtout en milieu urbain où le travailleur était le seul soutien de famille.
- La LDN et les autres textes de loi connaissent des problèmes d'application au niveau local où la gestion traditionnelle et familiale restent de rigueur.
- La gestion centralisée des projets et programmes pose également des problèmes

Facteurs naturels

Même si la période de sécheresse est passée, il reste que de manière générale la pluviométrie a baissé dans la région et on remarque une réduction du cycle pluviométrique. Les conséquences sont énormes pour les populations qui se voient imputées d'une partie importante de leur capital foncier, principale base de la sécurité alimentaire ; la réduction des espaces cultivables due à la salinisation, l'acidification des terres, l'érosion éolienne et hydrique. Le potentiel de production est fortement affecté au moment où les besoins en terre augmentent avec la croissance démographique et l'arrivée de nouveaux ménages dans les familles.

On assiste aussi à un processus de morcellement des parcelles pour satisfaire les nouvelles générations, dans certains cas. Dans d'autres cas, c'est un blocage qui est opéré, créant un conflit et des difficultés d'accès pour les jeunes ménages qui restent dépendants, très vulnérables.

- Les feux de brousse sont fréquents dans les départements de Ziguinchor et surtout de Bignona, mais presque inexistant dans le département d'Oussouye. Il en est de même de l'exploitation abusive de la forêt.
- La salinisation par l'avancée de la mer est très prononcée dans les départements de Bignona et de Oussouye.

On assiste aussi à la rareté voir la disparition de certaines espèces halieutiques, fauniques et florales. C'est la mauvaise exploitation des ressources naturelles avec la destruction des arbres sur les pentes des vallées qui conduit à l'ensablement des rizières, amputant ainsi les familles de précieuses terres cultivables.

Facteurs socioculturels

Malgré le niveau élevé d'accès à l'éducation, l'analphabétisme dans les langues nationales reste un fléau surtout pour les femmes rurales.

Le croit démographique et l'émancipation de jeunes ménages sans terres et sans emplois se déroule dans un contexte de crise politique où ces jeunes qui veulent s'affirmer sont engagés en masse dans la rébellion.

La situation d'insécurité provoque le déplacement de populations soit vers les villes, soit dans le maquis. Cette situation crée des fissions profondes dans les familles déplacées où les parents n'ont plus de contrôle sur leurs enfants abandonnés à eux-mêmes.

Pour beaucoup d'autres enfants, les liens sociaux sont rompus car après la mort des parents, ils ont du mal à trouver des familles proches d'accueil.

Ces bouleversements sociaux brutaux se déroulent dans un contexte culturel et un système de valeurs qui a du mal à s'adapter aux changements brutaux. Parmi ces facteurs, il y a le sentiment d'honneur et le repli sur soi avec refus de solliciter autrui avec son corollaire, le manque de mécanismes sociaux de prise en charge communautaire des sinistrés.

Tout est encore centré à l'échelle des familles, alors que les défis sont encore importants. Parmi ces facteurs, on note aussi le mariage et la procréation précoce qui ne posent pas de problème dans un contexte de sécurité alimentaire et de stabilité familiale, mais devient dramatique pour les jeunes filles sans défense, obligées souvent d'assurer des responsabilités auxquelles elles ne se sont pas préparées.

La polygamie est aussi présentée comme un facteur aggravant la pauvreté du fait qu'avec la réduction des activités champêtres, les enfants ne constituent que des charges, ne contribuant donc pas à la production.

La productivité agricole déjà en baisse est aussi affectée par l'indisponibilité des bras valides, car les enfants ne consacrent pas du temps de travail à l'exploitation familiale, mais plutôt aux loisirs pendant les vacances scolaires.

Les cérémonies culturelles et religieuses sont considérées comme des pratiques qui appauvrissent les familles et les communautés du fait des importantes dépenses effectuées. Il s'avère presque impossible de capitaliser pour investir dans les secteurs rentables. Ces cérémonies traditionnelles comme le futemp (initiation), le nyukul (funérailles), le buyab (mariage), le fuyala, le kulang, fuwasen, les gamu, prennent des dimensions nouvelles avec la modernisation et l'ouverture.

En effet, alors qu'elles étaient limitées à un groupe ou à une famille, à un village, chacune de ces cérémonies est devenue régionale voire nationale. Le réseau de relations sociales s'étendent au delà des frontières villageoises et ethniques et les moyens de communication modernes aidant, ce sont des centaines d'invités qui viennent participer et séjourner. Du fait des valeurs d'hospitalité et de la concurrence, les organisateurs en font un problème d'honneur de faire chaque fois mieux et plus.

Même les funérailles deviennent des occasions de gaspillage qui enfoncent la famille défunte d'avantage dans la misère du fait que pour manifester leurs solidarités, les parents et amis viennent séjourner pendant des jours voir des mois auprès de la famille défunte consistant ainsi une charge.

L'interprétation de certaines considérations religieuses comme le totémisme peut quelque fois constituer une entrave à l'adoption d'innovations techniques pour améliorer la productivité. C'est le cas avec l'introduction de l'engrais chimique et de la traction animale dans certaines zones. A ce niveau, la démarche de vulgarisation est aussi en cause du fait qu'elle n'a pas suffisamment pris en compte la culture locale.

Facteurs économiques

Le potentiel agricole de la région reste sous valorisé. D'une part, les fruits et légumes dont regorge la zone ne sont pas transformés sur place et pourrissent par défaut de moyens de transport, de conservation ou de transformation.

Au niveau des systèmes de production, les paysans ont du mal à adopter leurs calendriers culturels au nouveau contexte pluviométrique.

Ziguinchor fait partie des régions les plus chères du pays, disent les populations. Les denrées de consommation courantes sont quelque fois de 30% plus élevées à Ziguinchor qu'à Dakar du fait de la distance alors que les salaires restent bas et qu'en général, seul le chef de famille est salarié.

Les salariés (fonctionnaires) et retraités supportaient plus facilement cette situation du fait de revenus complémentaires, quelque fois plus consistants que le salaire, tirés de l'exploitation de vergers dans les villages environnants. Depuis une dizaine d'années, ces vergers ne sont plus accessibles du fait de l'insécurité.

L'insuffisance des infrastructures de communication est considérée comme l'un des facteurs économiques essentiels de la pauvreté, du fait des surcoûts créés par l'approvisionnement en intrants et denrées de première nécessité, mais aussi pour la commercialisation des productions locales.

Le sous équipement des exploitations agricoles est aussi une caractéristique de la pauvreté.

IV- EXPERIENCES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les projets

Forces / Réussite / Acquis

Les projets qui sont intervenus pour la plupart dans le milieu rural, avec un accent particulier sur la réalisation d'infrastructures hydrauliques ont permis d'amortir le processus de paupérisation par la récupération de terres cultivables, l'introduction de thèmes techniques (même si le taux d'adoption est faible). Ils ont également contribué à la formation des producteurs notamment par les programmes d'alphabétisation, les voyages d'études etc.

Les projets ont aussi contribué à améliorer l'accès aux services sociaux de base par la réalisation d'infrastructures communautaires et des pistes.

Limites

La principale faiblesse de ces projets a trait à l'approche sectorielle et au manque de mécanisme d'approche local des projets. L'arrêt brutal de ces projets, sans la mise en place de mesures d'accompagnement a constitué un brusque retour en arrière pour plusieurs producteurs.

Les infrastructures, en particulier les pistes dont l'entretien était assuré par ces projets se sont dégradées. Les populations ont été brusquement sevrées de conseils et d'appui ponctuels.

Les programmes étatiques

Les programmes et services ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire par l'introduction de nouvelles variétés de riz plus productifs. Ils ont surtout permis la création et le développement de l'arboriculture (ISRA, PNVA)

Certains programmes ont contribué à faciliter l'accès aux crédits, même si les conditions restent difficiles aux producteurs.

Limites

La principale faiblesse de ces programmes a été le manque de cohérence, de coordination et d'harmonisation des interventions. Même si le gouvernement a mis des instances appropriées comme les CRD, CDD, CLD, ces instances ont été beaucoup plus des occasions d'échange d'informations que des espaces de coordination.

La gestion de ces programmes n'a pas été participative et il n'existait aucun mécanisme de participation des populations au pilotage des programmes.

C'est ainsi qu'avec le désengagement de l'Etat, la fin des projets et le retrait des programmes de la Casamance du fait de l'insécurité, il s'est créé un vide réel.

Elaboration des PLD

Les ONG / OP

Les ONG et les OP ont contribué à améliorer l'accès aux crédits avec la négociation des lignes de financement pour les mutuelles.

En organisant les producteurs, les OP facilitent les relations avec les intervenants extérieurs pour organiser les appuis mais surtout les orienter dans le sens des réalités locales.

Les OP ont joué un rôle important dans l'harmonisation de certaines interventions en milieu rural et contribué à la diversification des activités avec la promotion de l'entrepreneuriat rural. Ils ont aussi joué le rôle de défense des intérêts des producteurs et au renforcement des capacités à conduire et à négocier des programmes de développement.

Limites

L'une des limites qui demeure encore est l'insuffisance de coordination des interventions et l'absence des mécanismes de suivi, mais aussi la faiblesse dans la mobilisation des ressources, insuffisance technique et absence de mesures d'accompagnement des initiatives.

V – ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Tendances favorables à renforcer

- La dynamique de paix constatée depuis un an doit être renforcée ;
- Une dynamique de déploiement des SFD est constante et mérite d'être soutenue et accompagnée
- La nouvelle constitution reconnaît explicitement le droit d'accès aux terres aux femmes. Il s'agit de travailler à traduire cela dans la réalité en Casamance
- L'Etat a entrepris des programmes de réhabilitation des routes et des moyens de transport (bateau, Air Sénégal) qui sont des tendances favorables à la réduction de la pauvreté ;
- La reprise des activités d'appui conseil avec l'ouverture de l'ANCAR dans la région est aussi à considérer
- Des initiatives locales et étatiques de création des cadres de concertation

Tendances négatives à stopper

- La culture de la drogue est l'un des fléaux les plus graves à stopper car mettant dans l'insécurité des populations et conduisant beaucoup de familles à dépendre de ce trafic pour leur survie, les rendant ainsi très vulnérables.
- La mendicité et la prostitution sont devenues des fléaux qui menacent la sécurité et la santé des populations.
- L'apparition et le développement du vol sont devenu un facteur de risque de paupérisation dans la région, en particulier pour les propriétaires de bétail, mais aussi les appareils de pêche et les vergers.
- La corruption est aussi considérée comme une tendance à stopper car conduisant à faire payer aux plus pauvres plus cher ou à les exclure de certains services et droits.

Secteurs prioritaires

- Artisanal
- Agricole : élevage, pêche, arboriculture, apiculture, aviculture, etc.
- Tourisme
- Cueillette
- Transport

Le ciblage des groupes vulnérables

1 – Les victimes du conflit

- 1.1. Personnes déplacées qui ont perdues tous leurs biens
- 1.2. Personnes n'ayant plus accès à leurs terres de culture et qui ont perdu toute possibilité d'activités agricoles
- 1.3. Les orphelins et veuves qui ont perdu leurs parents durant le conflit
- 1.4. Les handicapés du fait des mines et des contacts – association régionale des handicapés
- 1.5. Les victimes des catastrophes naturelles

2 – Les détenus libérés et les anciens maquisards

3 – Les familles des zones enclavées qui ont un accès difficile aux services sociaux de base

4 – Les jeunes en déperdition scolaire et analphabète, sans qualification et les compagnons (apprentis du secteur artisanal).

5 – Les femmes rurales qui sont confrontés aux difficultés d'accès à la terre et aux ressources

6 – Les femmes domestiques urbaines

7 – Les personnes du 3^{ème} âge dont les revenus baissent au moment où ils sont vulnérables aux maladies

VI - OBJECTIFS PRIORITAIRES ET RESULTATS A ATTEINDRE

Douze objectifs prioritaires ont été retenus pour réduire la pauvreté dans la région :

1. Contribuer au retour définitif de la paix et de la sécurité dans la région
 - 1.1 Les résultats attendus sont
 - 1.1.1 La sécurisation des personnes et des biens
 - 1.1.2 La réinsertion des maquisards
2. Valoriser les produits locaux
 - 2.1 Les résultats attendus sont
 - 2.1.1 Une meilleure organisation de la commercialisation des produits de la région
 - 2.1.2 Amélioration des revenus des populations
 - 2.1.3 Assainissement du circuit de commercialisation
3. Augmenter et diversifier les productions locales
 - 3.1 Les résultats attendus
 - 3.1.1 La relance des vergers et exploitations
 - 3.1.2 Diversification des activités rurales
 - 3.1.3 L'augmentation de la sécurité alimentaire
4. Réhabiliter les infrastructures et équipements collectifs
 - 4.1 Les résultats attendus
 - 4.1.1 Le désengagement de la région et des départements
 - 4.1.2 L'évacuation de la production et le développement des échanges
 - 4.1.3 Le développement de la communication à l'intérieur de la région
 - 4.1.4 L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base
5. Appuyer le développement des entreprises familiales
 - 5.1 Résultats attendus
 - 5.1.1 La diversification et la sécurisation des revenus des familles
 - 5.1.2 Le renforcement des capacités des acteurs
 - 5.1.3 Amélioration de l'accès à la terre et aux crédits
 - 5.1.4 Amélioration des capacités en gestion et des capacités techniques
6. Développer les Systèmes de Financement Décentralisés (SFD)
 - 6.1 Résultats attendus
 - 6.1.1 L'extension du réseau des CREC
 - 6.1.2 Accès aux financements pour les familles, les jeunes et les femmes pour tous les besoins
7. Amélioration des infrastructures pour l'accès aux services sociaux de base
 - 7.1 Les résultats attendus

- 7.1.1 Améliorer l'accès aux services sociaux de base (écoles, eau, routes)
- 7.1.2
- 7.1.3
- 8. Améliorer l'efficacité des interventions des différents acteurs
 - 8.1 Résultats attendus
 - 8.1.1 Les structures d'appui conseils fonctionnels et opérationnels
 - 8.1.2 Les interventions sont harmonisées et coordonnées
 - 8.1.3 Des cadres de concertation sont mis en place et fonctionnels
 - 8.1.4
- 9. Gestion des ressources naturelles
 - 9.1 Résultats attendus
 - 9.1.1
 - 9.1.2
- 10. Sécuriser la production et les systèmes de production agricoles, animales
 - 10.1. Résultats attendus
 - 10.1.1 L'arrêt de l'avancée de la salinisation des terres et l'ensablement des rizières
 - 10.1.2 Améliorer la maîtrise de l'eau pour les cultures en toutes saisons
- 11. Descentraliser et assurer une gestion transparente des programmes de lutte contre la pauvreté
 - 11.1 Résultats attendus
 - 11.1.1 Une gestion de proximité et un suivi rapproché des actions
 - 11.1.2 Une coordination et une plus grande efficacité des interventions des différents acteurs
 - 11.1.3 Une plus rapide exécution des activités
- 12. Lutter contre la mendicité et la prostitution
 - 12.1 Résultats attendus
 - 12.1.1 Réduire la propagation des MST
 - 12.1.2 Réduire le banditisme et le vol
 - 12.1.3 Améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables

VII – PLAN D'ACTION

1. Les actions 1

- Information et sensibilisation
- Campagne de conscientisation et de pardon
- Projets de réinsertion des déplacés et victimes du conflit
- Programme de déminage
- Fonds de relance des activités socio-économiques

2 Actions 2

- Mise en place d'un réseau d'unités de transformation des produits agroalimentaire
- Appui à la mise en place d'infrastructure de conservation et de conditionnement

- Appui à la mise en place d'un observatoire des marchés
- Appui à l'organisation de foire régionale

3. Actions 3

- La réalisation d'aménagements hydroagricoles (Ziguinchor, Bignona, Oussouye)
- Mettre en œuvre un programme de réhabilitation du barrage de Affiniam
- Mise en place d'un fonds d'équipement agricole décentralisé
- Mise en place d'un programme d'intensification de l'élevage
- Mise en place d'aquaculture et de régénération des espèces forestières menacées (biodiversité)

4. Les actions 4

- Programme de réhabilitation et équipement des infrastructures communautaires (santé, écoles, etc.)
- Programme de réalisation de pistes rurales
- Programme d'extension du réseau de téléphonie rurale

5. Actions 5

- Appui à l'organisation des entreprises familiales
- Programme de formation
- Programme de sensibilisation sur le gaspillage

6. Actions 6

- Mise en place d'un programme de sensibilisation/formation
- Programme de formation et d'organisation
- Mise en place de fonds pour le financement des SFD

7. Les actions 7

- Programme de réalisation de salles de classe (en particulier dans les CR de Djibidione et de Boutoupa Camaracounda). Pour la commune de Thionck Essyl, transformer le poste de santé en centre de santé
- Extension du réseau de branchements sociaux dans les villes de Bignona (Manguiline, kadiamor , Badionkoto) et de Ziguinchor (kandialang, Tilène kandé, Colobane, Lyndiane)

8. Actions 8

- Programme d'appui et d'animation des cadres de concertation
- Programme d'appui à l'élaboration de documents de référence (PLD, programmes de quartiers, etc.)
- Programme de formation et de renforcement des capacités des acteurs locaux

Actions 9

Actions 10

- Programme de construction de digues et ouvrages antisel
- Programme de réalisation de ceinture verte en bordure des vallées
- Programme de réalisation de bassins de rétention et de décantation

- Programme de réalisation d'aménagements hydroagricoles
- Programme d'appui à la réalisation de puits et de puits forrages pour les vergers et exploitations familiales
- Elaboration de plan de gestion des terroirs (parcours, etc.)
- Appui à la mise en place de comité de vigilance villageois pour la lutte contre les vols de bétail, de fraudeurs, etc.
- Programme d'amélioration d'élevage local des porcins, de la volaille et des petits ruminants

11. Actions 11

- Un programme d'appui à la dynamisation des cadres régionaux et départementaux de suivi des programmes et de mise en place des cadres locaux (CR)
- Plan de formation en gestion et suivi-évaluation

12. Actions 12

- Mise en place de structures d'accueil et de formation des enfants de la rue (orphelins, etc.)
- Programme d'information et de sensibilisation sur les MST et la drogue.

VIII – STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

IX – COUTS MODALITES DE FINANCEMENT

CONCLUSION

Annexe 1 : tableau récapitulatif des objectifs et action (département de Ziguinchor)

1. Objectifs	Obstacles / Risques	Actions à mener	Ciblage des bénéficiaires	Indicateurs de résultats	Source de contribution locale	Mise en oeuvre
Contribuer à la paix	Opposition du maquis	Démener les zones Appuyer la reconstruction des habitations et réhabilitation des infrastructures Mettre en place un fonds de relance des activités socio-économiques	Villages et terroirs minés Familles affectées	Nbre villages (superficies) Nbre de maisons et infrastructure reconstruites ou réhabiliter Nbre de familles bénéficiaires Utilisation effective des appuis	Néant Investissement humain des bénéficiaires, Collectivités locales CL, OP, ONG	Etat Mise en place de comités locaux Coopération décentralisée
2. Valoriser les productions locales	Accessibilité des zones de production Manque de formation des entrepreneurs Maque de financement	Mettre en place des unités de transformation des produits agroalimentaires et des infrastructures de conditionnement Appuyer la mise en place d'un	Entrepreneurs privés OP, entrepreneurs privés, commerçants Producteurs, commerçants	Nbre d'unités installées Quantités de produits transformées Disposition des informations	Apports personnels de promoteurs, CL Acteurs économiques, ARD, ONG, Chambre de commerce	Ligne de crédit Formation acteurs, cadre fiscal incitateur Mise en place de cadre institutionnel

		observatoire du marché		sur le marché,	Cons Reg, Cham commerce, cham métier, producteurs	Comité d'organisation, l'information des acteurs
		Organisation régulière d'une foire régionale		Nbre de transactions		
				Nbre de participants, de produits exposés, chiffre d'affaire réalisé		
3. Augmenter et diversifier les productions locales	Réduction des terres cultivables	Réaliser des aménagements hydroagricoles	CR de Niaguis et Boutoupa Camaracounda	Superficies aménagées, ouvrages fonctionnels	Collectivités locales	Partenariat Etat, bail fonds et populations
	Emiettement des parcelles	Réhabiliter le barrage de Guidel et aménager les terres rizicultures cultivables	Les agriculteurs	Superficies exploitées	CL, partenaires au développement	Fonçage de forage
	Accès à la terre	Exploitation des périmètres irrigués (maraîchage et fruitiers à grande échelle)	Les vallées			Valoriser les forages
		Mettre en place un fonds d'équipement agricole à accès facile	Les familles			Artisans locaux
		Financer les programmes d'intensification de l'élevage	Artisans locaux et agriculteurs			Elevage de stabulation, suivi vétérinaire
		Mettre en place des programmes d'aquaculture	Eleveurs			Service des pêches, ONG, encadrement
		Régénérer les espèces forestières menacées (conservation biodiversité)	Populations			Eaux et Forêts, CL, populations

ILACO, MAC, PIDAC, SOMIVAC, DERBAC, PROGES, PAMEZ, Kamabeul bolong, Baïla, Guidel, Projet Intégré de Tendouck

IRA, IREL, IREF, EATA, EATF, ONCAD, SP, CRAD/OCA, CERP, SONAR, PAS, SONACOS, BNDS, CNCAS, PSSA

ONG, OP, GP, CREC, Mutuelles